

**Arrêté du 30 mars 2022 portant cessation de fonctions et nomination
(régisseurs d'avances et de recettes) à la cour d'appel de Papeete**

NOR : JUSB2210173A

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 22 ;

Vu le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996 portant institutions des régies d'avances et de régies de recette auprès des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'arrêté du 1^{er} juillet 2021 habilitant le garde des sceaux, ministre de la justice, à créer des régies de recettes et d'avances auprès des greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'agrément du comptable public assignataire en date du 19 janvier 2022 concernant Madame Leilanie CHUNG (JACQUET) ;

Vu l'agrément du comptable public assignataire en date du 31 janvier 2022 concernant Madame Marie-Christine MARTIN ;

Vu l'arrêté du 26 janvier 2022 portant cessations de fonctions et nomination (régisseurs d'avances et de recettes) à la cour d'appel de Papeete ;

ARRÊTE :

Article 1

Les dispositions de l'arrêté datant du 26 janvier 2022 portant cessations de fonctions et nomination (régisseurs d'avances et de recettes) à la cour d'appel de Papeete sont rapportées.

Article 2

Il est, à compter du 7 février 2022, mis fin aux fonctions de Monsieur Pierre POTTIER,

secrétaire administratif, en sa qualité de régisseur de recettes et d'avances à la cour d'appel de Papeete.

Article 3

Il est, à compter du 7 février 2022, mis fin aux fonctions de Madame Leilanie CHUNG (JACQUET), adjointe administrative principale, en sa qualité de mandataire suppléante à la cour d'appel de Papeete.

Article 4

Madame Leilanie CHUNG (JACQUET), adjointe administrative principale, est nommée régisseur de recettes et d'avances auprès de la cour d'appel de Papeete à compter du 7 février 2022.

Article 5

Madame Leilanie CHUNG (JACQUET) est astreinte à constituer un cautionnement dont le montant est fixé par arrêté du 28 mai 1993 modifié relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents.

Article 6

En cas d'absence du régisseur pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Madame Marie-Christine MARTIN, secrétaire administrative, est nommée mandataire suppléante au tribunal de première instance de Papeete, à compter du 1^{er} mars 2022, afin de réaliser pour le compte du régisseur toutes les opérations afférentes à la régie dans les conditions fixées par le décret du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics.

Article 7

Le directeur des services judiciaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié par les chefs de la cour d'appel de Papeete, en leur qualité d'ordonnateurs secondaires au comptable assignataire.

Fait le 30 mars 2022,

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Par délégation,
P/le sous-directeur des ressources humaines des greffes,
La cheffe du bureau des carrières et de la mobilité
professionnelle,

Aude TORCHY



Le régisseur	signature
--------------	-----------